



Royaume-Uni

Economie matelas ou économie trampoline ?

Pour 2015, même si le panorama politique est incertain, le paysage économique du Royaume-Uni devrait rester plus serein grâce aux profondes réformes menées ces dernières années.



Une croissance de 2,6 % pour 2014, la plus forte depuis sept ans et la meilleure performance du G7.

Sur la scène politique, l'année 2015 sera marquée par les élections législatives au Royaume-Uni, dont le résultat est considéré comme l'un des plus imprévisibles depuis près d'un siècle, en grande partie dû à l'émergence de forces politiques

gé à organiser un référendum sur le maintien ou non du pays dans l'Union européenne. L'issue de ce scrutin, prévue pour 2017, capital pour le pays et pour l'UE, est aussi incertaine que celle de l'élection législative de mai prochain.

L'ampleur de la crise au Royaume-Uni a contraint le pays à se réformer et à mener une politique pro-entreprise et donc pro-emplois pour générer davantage de richesses. Les résultats aujourd'hui sont encourageants

Au plan économique en revanche, les choses sont beaucoup plus claires. Le pays termine 2014 sur une croissance annuelle de 2,6 %, la plus forte depuis 2007. C'est certes un peu moins bon que les prévisions qui évoquaient 3 % il y a quelques mois, mais tout de même la meilleure performance du G7. Le chômage, lui, pointe à 5,8 %, avec « seulement » 1,91 million de demandeurs d'emplois.

Même si la zone euro, et la France, sont loin de connaître une telle embellie, l'Europe entre sans doute dans une nouvelle phase politique et économique. La clôture de cette période hors norme de plus de six ans de récession semble une bonne opportunité pour examiner comment nos deux pays ont géré cette crise très profonde de nos deux économies.

jusque-là négligeables. L'issue de ces élections est aussi en réalité un problème « à tiroir » : s'il est reconduit dans son poste, le Premier ministre David Cameron s'est enga-

Ceux qui s'adaptent et ceux qui subissent

La crise a fait apparaître deux catégories de pays : ceux qui s'adaptent aux chocs et ceux qui les subissent. Aujourd'hui, si l'on doit mesurer le succès d'une politique économique à l'aune de la courbe du chômage ou de la croissance, le modèle britannique semble être plus efficace que le modèle français. Le Royaume-Uni enregistre un taux de chômage de 5,8 % contre près de 11 % en France. Quant à la croissance, elle est aujourd'hui de 2,6 % Outre-Manche contre 0,8 % en France, soit une croissance trois fois plus élevée au Royaume-Uni. Ce constat ne relève d'aucun *French bashing*, mais d'une réalité tenace : la France n'a jamais compté autant de chômeurs (3,5 millions).

Alors que la France et le Royaume-Uni sont deux pays comparables – population, PNB, économie avec plus des deux tiers de services – leurs politiques publiques pour sortir de la crise ont été radicalement opposées : réduction des dépenses et soutien massif aux entreprises au Royaume-Uni, dépenses sociales non maîtrisées et augmentation de la pression fiscale en France. En outre, il est intéressant d'analyser ce modèle britannique qui maintient l'emploi tant dans les phases de croissance que dans les phases de crise. L'ampleur de la crise au Royaume-Uni a contraint le pays à se réformer et à mener une politique pro-entreprise et donc pro-emplois pour générer davantage de richesses. Les résultats aujourd'hui sont encourageants.

Une crise financière sans précédent

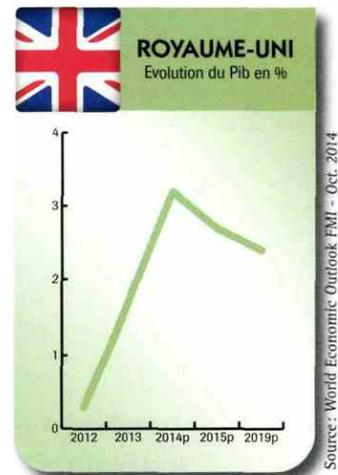
Révélee en juillet 2007 par la défaillance de deux fonds spéculatifs de Bear Stearns (Caliber et Queen's Walk), la crise dite des *subprimes* s'est peu à peu transformée en crise financière sans précédent qui a appelé des mesures d'une ampleur inédite.

Outre-Manche, les conséquences de cette crise ont été quasi immédiates. Dès le printemps 2008, le gouvernement britannique nationalise la banque Northern Rock victime d'une ruée sur ses dépôts comme on n'en avait plus vu au Royaume-Uni depuis le milieu du XIX^e siècle. La chute de Lehman Brothers en septembre 2008 a ensuite entraîné un besoin de capitalisation, voire la quasi-faillite des plus grandes banques britanniques (RBS, Lloyds – HBOS notamment). Il convient de rappeler que RBS était une institution de taille majeure, se situant entre BNP Paribas et la Société Générale.

Le sauvetage du secteur bancaire britannique a coûté au final près de 70 milliards d'euros au pays. La conséquence a été l'explosion du déficit public sur deux ans (de 2 % du PIB en 2007 à 11,4 % en 2009) et de la dette publique qui est passée de 44 % en 2007 à 70 % en 2009 pour atteindre 92 % du PIB en 2014.

En raison de la gravité de la crise et afin de redresser les finances publiques, les Britanniques ont été dans l'obligation de prendre des mesures radicales avec notamment le recul de l'âge de la retraite (69 ans en 2040) et la suppression de postes dans les services publics : près de 1 million entre 2010 et 2017 (le gouvernement britannique a déjà supprimé 550 000 postes depuis 2010).

Mais au-delà de l'austérité, quelle a été la recette du modèle britannique en temps de crise ? Le Royaume-Uni a parié sur le fait que la réduction des dépenses et des emplois publics serait compensée par la création d'emplois dans le secteur marchand. Au cours de la période 2008-2013, près de trois emplois marchands sont créés pour une suppression d'emploi dans la fonction publique. Les Britanniques ont fait le choix d'une politique d'austérité en baissant leurs dépenses publiques avec une réduction de l'emploi public et en pratiquant une politique de compétitivité salariale avec perte de pouvoir d'achat. Cette politique, alliée à la souplesse du droit social britannique, a conduit à l'augmentation de l'emploi marchand, ce qui a relancé la croissance : le « patient » britannique, dont le FMI disait en juin 2013 qu'il serait « guéri mais mort », tant la potion d'austérité était sévère, a amorcé son redres-



Les dix ingrédients de la recette britannique

- 1) Faire du plein emploi un projet de société : réhabiliter la valeur travail.
- 2) Dépenser moins pour taxer moins : la baisse de l'emploi dans la fonction publique.
- 3) Reconnaître que la flexibilité est la condition nécessaire à la croissance de l'entreprise et donc à l'emploi.
- 4) Demander à l'administration de traiter ses interlocuteurs comme des clients et non comme des assujettis.
- 5) Rendre l'économie plus performante dans la mondialisation en favorisant l'innovation et la création d'entreprises.
- 6) Ajuster le coût du travail en fonction de la compétitivité.
- 7) Privilégier une politique de l'offre : alléger la fiscalité sur le travail et le capital pour préserver la compétitivité des entreprises.
- 8) Moduler le salaire minimum afin de rendre employables les travailleurs les moins qualifiés.
- 9) Négocier avec des syndicats représentatifs, à la recherche du meilleur compromis pour l'employé et l'employeur.
- 10) Utiliser l'outil monétaire pour permettre la dévaluation compétitive.



sement à partir du troisième trimestre 2013, et le mouvement a continué depuis.

Les « stabilisateurs automatiques » français

Les Français, au contraire, ont augmenté leurs dépenses publiques en favorisant notamment les contrats aidés et en se focalisant sur le pouvoir d'achat, tout en privilégiant les stabilisateurs automatiques. Cette politique n'a pas permis de développer l'emploi marchand, ce qui explique une croissance atone.

Moins acculée que le Royaume-Uni au début de la crise, la France a joué la carte des « stabilisateurs automatiques » sans remettre en cause son modèle économique et social. Cela produit aujourd'hui des résultats mitigés avec une reprise qui se fait attendre.

Le Royaume-Uni a parié sur le fait que la réduction des dépenses et des emplois publics serait compensée par la création d'emplois dans le secteur marchand

Les « stabilisateurs automatiques » sont un mécanisme économique ayant une activité régulatrice et passive. Ils permettent d'amortir et d'éliminer des fluctuations transitoires ne nécessitant pas d'ajustement structurel. Par exemple, les mécanismes d'indemnisation du chômage, notamment en France, empêchent une forte baisse de la consommation des chômeurs en cas de crise économique, et évitent ainsi de l'aggraver par une chute de la demande. En revanche, les stabilisateurs automatiques retardent l'adoption de mesures adaptées (et donc les rendent plus rudes)

en cas de choc dont les effets persistent. Contrairement au Royaume-Uni, la France, en raison de banques plus solides et de ses amortisseurs sociaux qui ont joué à plein, n'a pas été dos au mur pendant la crise. Le pays s'est autorisé à vivre encore quelques années sur un système protecteur qui réduit les risques sans pour autant créer de la richesse : les dépenses publiques sont passées de 53 % en 2007 à 57 % en 2013. La France n'a donc pas été contrainte de se lancer dans des réformes profondes et durables de son marché du travail, de son système de retraite ou de sa fiscalité. Autrement dit, la gestion de la crise n'a pas entraîné de remise en cause du système.

Il est urgent de réformer

Outre les chiffres et les statistiques, ce que nous voyons sur le terrain, en tant que dirigeants d'entreprises françaises ou internationales au Royaume-Uni, c'est l'arrivée continue de Français, jeunes et moins jeunes, hautement qualifiés et sous-qualifiés, dans nos entreprises.

Sept ans après le début de la crise, quelles leçons tirer de ces divergences ? La France peut-elle s'inspirer de la flexibilité du marché du travail britannique et de sa stratégie fiscale pour réduire son taux de chômage et relancer sa croissance ?

Nous attendons avec impatience l'issue du débat devant le parlement français sur les réformes entamées par le gouvernement français, en particulier par le ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, Emmanuel Macron, et leur mise en vigueur. A cet égard, les réformes entamées par le Royaume-Uni ont été initiées en mai 2010, à l'arrivée au pouvoir de l'actuel gouvernement ; or elles n'ont commencé à prendre effet sur les acteurs économiques que près de trente mois plus tard. Le temps presse. ▸

*Olivier Morel, président de la section CCE UK
 Philippe Chalon, secrétaire général du Cercle d'Outre-Manche*

3 contre 1

Près de trois emplois marchands sont créés pour la suppression d'un emploi dans la fonction publique au cours de la période 2008-2013.